

18 FR. LE RÉPUBLICAIN 5 CENT. LE NUMÉRO JOURNAL DE LYON.

Table with 5 columns: ABONNEMENTS, ON S'ABONNE, RÉDACTION, ADMINISTRATION, ANNONCES. Contains subscription rates and contact information.

L'administration du Republicain invite tous ses abonnés, ses lecteurs du journal, tous ceux enfin qui lui sont sympathiques, à se rendre aujourd'hui, jeudi, à la salle Sanaoze, salon national avenue de Vendôme, aux Brotteaux, pour recevoir une communication.

Lyon, 24 mai

Jusqu'à ce jour la société a été organisée au point de vue de l'inégalité, fondée sur le droit du plus fort par suite de la barbarie des anciens envahisseurs qui se sont maintenus par la violence, et à l'aide de l'ignorance des populations asservies ont érigé en système un assemblage de coutumes oppressives et tyranniques.

A la force brutale est venue s'opposer la ruse, l'esprit de chicane et l'esprit formaliste introduit dans nos mœurs par le droit romain exhumé en haine du droit féodal.

La loi est venue régler la violence et l'usure et ces choses ont été appelées légales. C'est ainsi que la société a marché dans l'anarchie, et par une étrange aberration de l'esprit humain, ceux qui soutenaient ces mauvais principes, se sont appelés les honnêtes gens.

Mais les victimes, hier si humbles et si résignées, demandent aujourd'hui leur part de travail et de soleil. C'est tout un nouveau monde. C'est le monde de la justice et de l'égalité dont l'avènement a été annoncé par tous les martyrs de l'humanité.

Sans doute cette genèse d'un nouvel ordre social n'est pas sans quelques souffrances, et l'enfement est d'autant plus laborieux que la conception de l'idée salvatrice a été plus lente et plus douloureuse.

Mais l'idée que vous avez comprimée par le poids de vos

armes et de vos coffres forts, développée sans cesse par les travaux des penseurs, fait explosion de toutes parts. La révolution de Février a éclaté comme un volcan, gerbe brillante de feux étoilés, son éclat illuminé le monde d'une clarté inconnue et ses étincelles retombant sur l'Europe ont déterminé l'incendie révolutionnaire qui consumera tous les vieux privilèges et enflammera tous les cœurs du feu sacré.

L'Allemagne, si longtemps endormie au sein de ses discussions philosophiques, s'est levée avec enthousiasme, la solution est tranchée; l'unité de la nation d'abord, l'unité sociale ensuite et du même coup sera terminée sa guerre des paysans du XV<sup>e</sup> siècle, et menant du même pas la question politique et la question sociale, elle terrassera tous ses tyrans à la fois. A l'Allemagne peut-être de reprendre la question de Février, de la poser sur son véritable terrain.

Les Français n'entendent rien aux questions véritablement révolutionnaires! Ils ne visent qu'à la victoire du moment. Ils ne s'inquiètent pas de la valeur du succès et de ses conséquences. Ils veulent avant tout dire j'ai vaincu! ne fût-ce qu'un mannequin; ils veulent renverser. Les Français sont les hommes de l'effet MORAL. Mais l'effet réel, ils le poursuivent en vain depuis soixante ans, et toujours ils le sacrifient à une gloire! Français, peuple frivole et léger, disait Marat, et Marat avait souvent raison.

Conspiration blanche. (Cinquième article.)

Lorsque, dans nos précédents numéros, nous avons déroulé aux yeux de la population lyonnaise, la trame infernale qui s'ourdissait dans son sein, elle en a été toute stupéfaite, tant elle est confiante! Mercredi, nous avions reçu de nos frères de l'armée les renseignements les plus positifs sur ce qui était préparé pour le lendemain. Nous nous empressâmes de les recueillir, et, le jeudi nous partâmes de meilleure heure, exprès pour prévenir le Peuple et faire échouer le complot; nous y avons réussi complètement. Grande fut la fureur de Bugeaud et de ses complices! Il fallut trouver un moyen pour amortir le coup. Alors on a cherché à nous faire passer pour des menteurs, ou tout au moins pour des visionnaires, qui avions forgé un conte des mille et une nuits.

Il n'y a qu'un inconvénient à ceci, c'est que, en même

temps que le complot se machinait à Lyon, il se machinait également à Paris, où il avait sa base d'opération. Des révélations graves ont été faites à ce sujet, et le président du conseil lui-même, M. Odilon Barrot, a été obligé de se défendre d'avoir pris aucune part à une conspiration militaire (lisez des grosses épauettes). A Paris comme à Lyon, la police devait provoquer le mouvement.

C'est en présence de ces faits et pour les étouffer, que M. Bugeaud ose démentir nos assertions! Nous insérerons ci-après la lettre qu'il nous adresse en quittant Lyon, avec les observations qu'elle nécessite, et l'on pourra juger qui de nous ou de lui a dit vrai:

DÉMENTIS DE M. BUGEAUD. Lyon, 19 mai 1849.

- Monsieur le Rédacteur, Vos renseignements, en ce qui me concerne, sont puisés à des sources dont le public va juger la véracité habituelle. Dans votre numéro du 19 mai, après un formidable exposé des moyens matériels de toute nature qui auraient été accumulés dans la nuit du 16 au 17, en vue d'une émeute à Lyon, on lit les phrases suivantes: Bugeaud avait fait dresser sa tente pendant la nuit au milieu des troupes et il l'a occupée dans le jour avec une grande affectation. Le projet était d'occuper militairement la ville dès dix heures du matin, ce qui n'a pu avoir lieu par les circonstances indiquées plus haut (1). Nous demandons jusques à quand il sera permis à un Bugeaud de jeter l'effroi dans une population? J'elis encore dans le même numéro: Bugeaud avait commandé un grand dîner auquel il avait invité les nobilités de la ville pour le lendemain des élections; ce gala n'aura pas lieu, comme on le pense bien; un pâtissier, chargé des fournitures qui le concernent, en est pour 200 fr. de frais faits à l'avance. A ces faits, présentés, comme de coutume, avec ce ton absolu qui indique la vérité, voici ce que je répons: Il est faux que, dans la nuit du 16 au 17, il ait été fait aucuns préparatifs extraordinaires. Depuis longtemps nous sommes prêts à protéger, à Lyon, les citoyens paisibles et à faire respecter l'autorité et la loi. Il est faux que la ville ait dû être occupée militairement à 10 heures du matin ou à toute autre heure, mais il est certain qu'elle l'aurait été au moment où les perturbateurs ennemis de la République fussent descendus dans la rue pour y troubler l'ordre. Il est faux que j'aie occupé avec affectation dans la journée du 17 ou un autre jour, une tente au milieu des troupes. Il est faux qu'un grand dîner ait dû avoir lieu chez moi, soit avant, soit pendant, soit après les élections. Il est faux par conséquent qu'aucune invitation ait été faite aux nobilités de la ville. Quant au fournisseur qui en serait pour 200 fr. de frais faits à l'avance, ce n'est pas seulement faux, c'est une invention des plus maladroites; quel est le fournisseur dans le temps d'égalité et de justice où nous vivons, qui se laisserait ainsi imposer 200 fr. de frais sans recourir aux tribunaux? La seule chose qui soit vraie dans cette série d'assertions, c'est que les troupes ont été consignées le 17, et il est bon que le public et l'armée sachent pour quoi. L'autorité avait été informée de source certaine que des projets (1) La pluie n'arrête jamais les opérations militaires indispensables.

FUILLETON DU RÉPUBLICAIN DU 25 MAI.

HIRCUS ET CURSOR OU LES DEUX FRÈRES.

On était, à Rome, au lendemain d'une grande fête. Des courses magnifiques venaient d'avoir lieu: courses à pied, courses à cheval, courses de chars avaient, pendant le jour d'apparavant tout entier, rempli d'une foule innombrable la lice, l'hippodrome et le cirque... Les spectateurs, on doit le penser, ne manquaient pas parmi le peuple qui demandait journellement et avant tout deux choses: panem et circenses (Du pain et des spectacles).

Aussi, pour répondre à l'insatiable avidité de ce peuple, athlètes et coureurs se piquaient-ils d'honneur, et les distances étaient parcourues en un clin d'œil. Après tout, cela en valait la peine; car enfin, quoiqu'on en dise, il y avait plaisir à recevoir pour son propre compte une couronne, à voir une palme attachée à la tête de son cheval, et à entendre les poètes chanter dans une ode à la façon de Pindare le mérite et l'agilité qu'on avait pu déployer dans sa course. Le jour dont nous venons de parler, tout avait été parfait; Jambes, chevaux et quadriges avaient fait merveilles, et le nombre des vainqueurs de cette fois dépassait celui des fêtes précédentes...

C'est ce dernier point qui faisait tourner la bile noire autour du cœur d'un de nos personnages. Il était habile. Peu s'en était fallu qu'il n'eût touché le but un des premiers... Un seul, parmi tous les concurrents, lui avait disputé le prix, mais le lui avait disputé avec avantage; et ce

concurrent heureux, cet homme salué par la foule et couronné à son détriment, c'était son frère... Il faut vraiment être frère pour devenir à ce degré jaloux et mauvais cœur! Il n'y a que contre celui que la nature a formé du même sang que le vôtre que l'on peut concevoir une haine pareille!... Singulier contresens, et qui existe pourtant, que deux êtres créés pour s'aimer le plus sur la terre soient quelquefois ceux qui se détestent le plus!

Hircus est le nom, ou du moins le surnom de notre frère au cœur enfié. Il s'appelait bien d'un autre nom quelconque, toujours en us; mais le déclinement de sa figure et surtout ses goûts d'une sauvagerie tant soit peu dépravée, l'avaient fait surnommer Hircus, c'est-à-dire le Bouc... ajoutons en passant que le surnom n'était pas volé.

Hircus donc, puisque c'est la seule dénomination sous laquelle nous allons le connaître, Hircus ne pouvait digérer la honte qu'il avait éprouvée en se voyant vaincu par son frère. Son esprit se révoltait contre l'ovation qu'il n'avait pu obtenir. Il ne pouvait pas concevoir que lui, habile écuyer et homme adroit à bien d'autres exercices, eût été dépassé, et surtout dépassé par celui pour lequel il se sentait pris de la plus mortelle antipathie.

« Ah! s'écriait-il dans son aigre monologue; ah! mon cher et beau vainqueur de frère! tu t'avisés de l'emporter sur moi! tu t'avisés d'atteindre avant moi la borne de l'hippodrome, et d'être le premier de retour au but! C'est très beau, assurément, et tu peux te gonfler d'orgueil à la vue de tes palmes victorieuses! Réjouis-toi; ta tête porte la couronne, et ton coursier, décoré aussi, va voir son nom inscrit sur les grandes tables de marbre, va peut-être se voir ériger un monument! Réjouis-toi, mon cher frère, car, mieux que tout cela encore, la foule enthousiaste a applaudi hier à ta course, et pour te récompenser de ton mérite, t'a décerné le surnom de Cursor! Te voilà le Coureur à la mode! la ville va s'occuper de toi, et les dames romaines, peut-être même éprises, prononceront ton nom avec complaisance dans leurs oisieux entretiens! car enfin, mon

frère, puisque je suis entraîné de faire ton apologie, je puis aller plus loin et tout dire: tu es un beau cavalier, et ta figure peut plaire et séduire... moi, au contraire, je suis obligé, bel adolescent, ou de dissimuler mon visage, ou de recevoir, comme une flèche envenimée un surnom épigrammatique qui vient qualifier ma laideur! Oui, je suis laid; mon profil convexe et mon menton avancé, sur lequel ma barbe enchérit encore, sont cause qu'on m'a soufflé d'un nom sanglant... Hircus! Hircus!... oui, beau Cursor, je m'appelle Hircus! et personne ne vient à moi! et personne ne m'aime!... On me fait comme la bête dont on m'a jeté le surnom; je suis un fantôme d'épouvante!... Eh bien laisse faire. Les jours vont s'écouler d'abord; mais plus tard nous verrons bien si les dieux sont justes, et s'ils laisseront toujours tout d'un côté et rien de l'autre! Je compte sur un retour du destin, qui est souvent aveugle, mais qui parfois s'amuse à réparer ses fautes... D'ici là, brillant vainqueur, tu peux te tenir tranquille... mais je ne te tiens pas quitte!... »

Quand le frère jaloux eut apaisé un peu sa bile par ces acerbes paroles, il s'arrêta. Mais s'il cessa de donner cours tout haut à ses pensées peu fraternelles, il n'en continua pas moins à les couver avec acharnement en dedans de lui-même. Il était décidé à guetter, à attendre, fût-ce même longtemps, l'occasion d'exercer sa vengeance. Les caractères aigres et ironiques savent patienter.

Hircus attendit donc.

Plusieurs années se passèrent. Pendant ces plusieurs années les circonstances marchèrent. Les événements les plus graves s'accumulèrent les uns sur les autres. Le monde ancien fut remué. Tout s'agitait sur le sol de la Grèce et de Rome. En Asie, en Afrique les guerres se succédaient. De nouveaux conflits se préparaient encore.

(La suite à demain.) F. FERTIAULT.

« tentant à porter le trouble et peut-être à provoquer une collision sanglante dans la cité lyonnaise, avaient été débusqués. Il était donc de mon devoir de me mettre à même de réprimer énergiquement toute tentative coupable de ce genre. »

« Ces détestables projets qui sont chaque jour mis en délibération, sont la cause de l'établissement du camp de Montessuy; ce sont eux qui effraient la population et non pas les mesures prises pour la préserver! »

« On me remet en ce moment votre numéro du 20 mai, où vous osez dire que, par mon ordre, un régiment, le 49<sup>e</sup> de ligne, a été occupé toute une journée à couper des balles en quatre! »

« Je ne qualifierai pas cette assertion, je la livre à l'appréciation du public et de l'armée. »

« Je vous requiers, Monsieur le rédacteur, d'insérer cette rectification dans votre plus prochain numéro. »

« Signé : Maréchal B. D'ISLY. »

#### RÉPONSE DU RÉPUBLICAIN.

Il est faux, dites-vous, qu'il ait été fait *aucuns préparatifs*? Mais un peu plus loin, vous avouez que vous étiez en mesure de réprimer énergiquement toute tentative coupable, et vous ajoutez que le camp de Montessuy a été formé dans ce but. Tâchez de vous accorder vous-même. D'ailleurs nous avons mille témoins à opposer à vos dénégations. Nieriez-vous les apprêts de canons et de munitions dans les forts? nieriez-vous avoir créé des ambulances sur divers points, et notamment à la Charité, dans cette nuit du 16 au 17? nieriez-vous avoir rassemblé une quantité considérable de munitions à l'Hôtel-de-Ville, d'y avoir fait apporter de la charpie et conigné des chirurgiens? nieriez-vous avoir conigné *extraordinairement* les troupes ce jour-là? nieriez-vous...? Mais à quoi bon accumuler tant de preuves! demandez ce qu'ils en pensent à ces officiers et à ces soldats qui s'attendaient à un massacre général dans Lyon pour cette journée du 17!

N'est-il pas vrai aussi que, par votre ordre, toute la garnison de Grenoble, infanterie, cavalerie, artillerie, génie, quittait cette ville pour se rendre en toute hâte à Lyon, et cela, le même jour 17? Vous démentirez cela peut-être?..

Vous parlez de tentatives coupables, de détestables projets mis chaque jour en délibération! Nous répondons avec toute l'énergie de notre âme que cela n'est pas. C'est pour vous, général, une invention gratuite, à l'aide de laquelle vous espérez justifier vos préparatifs militaires, dont le but n'échappe à personne. Ce qu'il y a de vrai, c'est que la police, d'accord sans doute avec vous, avait formé le projet de tendre à notre population un infâme guet-apens le 17; ce qu'il y a de vrai, c'est que ce projet nous était connu; c'est qu'il était connu du maire de Lyon, qui a énergiquement refusé d'y prêter la main, et qui l'a dit à plusieurs personnes honorables dont nous avons les noms. Voilà la vérité!

Il est faux que vous ayez fait dresser votre tente au milieu des troupes? C'est par trop fort! car plus de mille témoins pourraient attester ce fait.

Vous prétendez aussi que vous n'avez point fait de commande à un pâtissier, qui aurait perdu 200 fr. en frais faits à l'avance? Oui, nous en convenons, ce n'est point un pâtissier, mais un confiseur. La commande est si peu chimérique, que nous en savons le chiffre; elle s'élevait à 600 fr.; vous avez fait contremander ensuite les fournitures, et ce commerçant a bien réellement perdu les frais faits jusqu'alors. Nous vous donnerons le nom et l'adresse quand vous voudrez.

Quant aux balles libres coupées, nous avons répondu hier au colonel du 49<sup>e</sup> de ligne, et nous offrons toujours de faire la preuve aux conditions que nous avons proposées. Nous ne demanderions pas mieux que d'avoir menti à cet égard, général, ce serait un rude poids dont votre conscience serait déchargée.

Vous voyez, général, que le *Republicain* n'est pas si mal informé que vous pourriez le croire. Ses renseignements sont toujours puisés à bonne source, et il n'avancerait pas à la légère des faits d'une telle gravité.

#### Revue des journaux royalistes.

Le *Salut Public* en veut décidément à la bourgeoisie; sa colère est longue à s'éteindre; il y met de la malice même. Ah paresseux de bourgeois! vous n'avez pas voté comme il faut, eh bien! le *Salut Public*, pour vous punir, va vous faire socialistes. Ecoutez plutôt :

« Non, ce n'est point sur le terrain de la politique qu'il faut porter la question pour la dominer, c'est sur la réforme sociale. »

Voilà le champ de bataille. Voulez-vous connaître les armes? Ecoutez encore :

« Que la bourgeoisie accomplisse des réformes sociales, et elle évitera une révolution socialiste. »

Ce qui veut dire : Si vous craignez de passer sous les roues d'un moulin accrochez-vous à n'importe quoi.

Le *Salut Public* fait entrer la bourgeoisie dans les questions sociales, et il lui recommande une résistance énergique contre le socialisme. Si quelqu'un peut trouver le mot de cette énigme, il nous rendra un éminent service de nous le communiquer.

Le *Courrier de Lyon* a vu en rêve dans la nuit du 21 au 22 le fantôme du socialisme qui lui ravissait son oreiller, sa montre, son bonnet de nuit, son tire-bottes, etc. Ce fantôme effrayant tenant sous le bras une urne électorale, sur laquelle on lisait : *Notre fortune est là!* vint s'asseoir sans doute sur la poitrine du *Courrier*, car celui-ci sur le point d'étouffer fit un soubresaut terrible, et dernier effort contre un infernal cauchemar, et il se réveilla.

Tout avait disparu, excepté pourtant la montre, le tire-bottes, etc., etc. Mais l'impression était là, la tête était remplie de vols, pillages, portages. Après un instant de réflexion il s'écria : « Tous les hommes d'ordre n'ont pas voté, sans cela les socialistes auraient beau jeu! Il faut cependant les enfoncer ces socialistes, et pour cela je ne vois qu'un

« moyen (car je l'avoue, le suffrage universel est seul possible), je ne vois qu'un moyen c'est de flanquer à la suite de police tous les soldats de l'armée de l'ordre qui ne voteront pas dorénavant. »

Le lendemain il nous disait avec un air patelin :

« On nous assure qu'un assez grand nombre d'individus de notre ville, appartenant à la faction rouge, sont partis pour Paris ces jours derniers et que tous les jours les diligences et les bateaux à vapeur en expédient quelques-uns à la capitale. Nous nous faisons l'écho de ce bruit sans le garantir, mais la police doit en savoir plus que nous à ce sujet. »

Nous sommes persuadés, que le *Courrier* en sait autant que la police.

La *Gazette de Lyon-Union Nationale*. « An nom du père, du fils et du St-Esprit. Amen. Mes frères, pas si bête que le *Courrier de Lyon* qui se croit déjà étranglé par les socialistes, j'ai plus que jamais confiance en l'avènement de Henri V et au rétablissement de notre saint père le pape. (Ici la *Gazette* lève sa calotte.) Et vous allez voir comment le bien vient en navigant :

« Il y avait en France des hommes qui ont renversé insolentement notre pauvre Charles X, méprisant les sages tendances des ministres de la Restauration. Ces mêmes hommes renversèrent Louis Philippe l'usurpateur. Ne sachant plus où donner de la tête, après avoir tout renversé, ils furent obligés de se faire républicains. Et les places, l'argent, les honneurs vivrent embellir leur vie, jusqu'au moment où Cavaignac les pria de se retirer avec la politesse d'une pièce de 48. Or, mes chers frères, Cavaignac, qui aurait bien pu finir de sauver la France, ayant eu la maladresse d'être un peu républicain, a été puni de Dieu le 10 décembre : Napoléon le pria de se retirer. Mais, ce pauvre Louis-Napoléon, si providentiellement destiné au rétablissement des Bourbons, trouva dans les républicains cette éternelle opposition systématique. Le treize mai est venu nous prouver que St-Michel-Archange veillait sur nous, et les républicains ont été secourus d'une bonne façon; demandez plutôt à Marrast, Sénard, Trélat, Recurt, Buchez, Bastide, Dupont (de l'Eure) et Lamartine. Vous voyez que ça commence assez bien.

« Maintenant, mes frères, un dernier conseil : Nous n'avons plus qu'à battre les socialistes; avec la grâce de la Ste-Vierge nous y parviendrons. Avant de terminer, je serais bien aise qu'on empêchât aux soldats de voter et que l'on fit des quêtes dans tous les régiments pour notre saint père le pape. Amen. »

Après le manifeste de Nicolas, que nous avons donné hier, voici celui du roi de Prusse. La coalition ne se gêne plus, elle lève le masque :

« Soldats de la ligne et de la landwehr !  
« Il y a six mois, lorsque je réclamai vos services pour la protection de la loi, votre fermeté et votre fidélité ont découragé l'ennemi. Le parti de l'anarchie recula devant vous sans engager le combat; mais il s'efforça secrètement de miner par tous les artifices de la séduction, votre sentiment du devoir, de l'honneur et de la discipline, et d'anéantir ainsi l'armée prussienne, le plus ferme appui du trône et de l'ordre légal. Ces tentatives coupables ont échoué. Les jurées de Dreide, de Brestau et de Dusseldorf, où des anarchistes sanguinaires furent écrasés par nos armes victorieuses et celles de vos frères prouvent la valeur et la fidélité inaltérable de l'armée prussienne. Maintenant la révoite se lève de nouveau dans l'ouest de la monarchie, ainsi que dans quelques autres pays de l'Allemagne sous le prétexte de l'unité allemande. On engage une lutte contre la loi et l'ordre, l'autorité légitime, notre glorieuse Prusse que ses ennemis veulent anéantir et le trône de votre roi que les anarchistes voudraient renverser.

« Pour repousser ces attaques coupables, j'ai fait un appel à mon armée et à la landwehr. Il faut combattre et vaincre le parjure, le mensonge, la trahison et le meurtre, et protéger le trône contre les ennemis les plus acharnés. Il s'agit de sauver la patrie de l'anarchie et de la République, de maintenir la force de la Prusse et son honneur, et de consolider la grandeur et l'unité de la patrie allemande. Voilà le but pour lequel j'appelle au combat mon armée qui est habituée à la victoire. Soldats, souvenez-vous de la gloire, de la valeur et de la fidélité prussienne, l'héritage des siècles, que vous devez à vos pères. Rappelez-vous les victoires remportées dans les années 1813, 1814, 1815, par les armées prussiennes pour secouer le joug de l'étranger, et aujourd'hui encore vous montrerez par votre vertu guerrière les protecteurs et les soutiens des biens les plus précieux d'un peuple libre et civilisé pour la gloire éternelle de la patrie prussienne et allemande.  
« Charlottembourg, 16 mai 1849.  
« Signé : FREDERIC GUILLAUME. »

#### L'honneur militaire.

L'armée a donné une forte majorité aux candidats démocrates, la démocratie lui en a tenu compte en nommant deux sergents à Paris, et en décorant un soldat d'une double élection à Lyon et à Strasbourg.

Le Peuple et l'armée se donnent une accolade fraternelle. Les hommes d'Etat comprendront-ils la signification de ce vote de l'armée?

La signification, la voici : *L'armée veut conserver intact l'honneur de la France.*

L'armée, depuis Février, demande à prendre la revanche de Waterloo.

L'armée, depuis Février, demande à délivrer les Polonais et les Italiens, nos fidèles frères d'armes pendant vingt-cinq années de victoires et de revers.

Aussi l'armée a-t-elle repoussé successivement de ses votes les hommes d'Etat qui voulaient maintenir les traités de 1815.

Guerre! guerre aux rois, guerre aux féodalités, guerre aux vainqueurs de Waterloo, guerre aux oppresseurs de la Pologne et de l'Italie, guerre aux Cosaques!

Voilà l'explication de l'élection de Boichot, de Rattier, de Commissaire. Les maréchaux et les généraux refusaient de combattre l'Europe et ne voulaient tourner les armes françaises que contre les démocrates. Les soldats ont signifié à leurs généraux et aux gouvernants qu'ils entendaient franchir les Alpes et le Rhin.

Un autre motif a pesé sur le vote des soldats. Un général royaliste essaie, en ce moment, d'entraîner les soldats de la République au sac de Rome, au renversement de la République.

Certes, si Rome était encore ville pontificale, et si nous avions à disperser l'armée romaine, à prendre Rome aux soldats du pape, l'armée française aurait eu raison dès longtemps de son ennemi.

Mais l'armée romaine est aujourd'hui l'armée de la République, de l'Italie, que nos soldats veulent protéger.

Les soldats du pape, ce sont les Napolitains qu'on nous donne pour alliés.

Les soldats français n'ont pu voir des ennemis dans les Républicains du Capitole, des amis dans les soudards d'un Bourbon.

Les soldats, placés entre leur drapeau et leur conscience, se sont fait tuer sans vouloir vaincre.

Certes, malgré leur courage et leur patriotisme, les Romains n'auraient pu repousser les soldats de la France, si les soldats de la France n'avaient eu honte du rôle qu'on leur faisait jouer.

Eh quoi! les régiments français impassibles devant les victoires des Autrichiens, des Prussiens, devant l'invasion des Russes; les régiments français n'ont à se mesurer qu'avec les volontaires patriotes d'une petite république déjà cernée, envahie par trois puissances!

C'était honteux! les soldats français, indignés de verser leur sang pour restaurer le pape et assurer en Italie le triomphe de la Ste-Alliance, les soldats français ont demandé des adversaires dignes d'eux.

Les démocrates leur ont montré l'Allemagne à seconder contre les soldats prussiens, la Hongrie et l'Italie à débarrasser des Kaiserlicks, la Pologne à arracher des griffes du czar. Nos soldats ont voté pour les démocrates.

La République romaine a fait reculer notre armée devant l'article 5 de la Constitution.

Citoyens, avant tout, nos soldats ont respecté la loi fondamentale de la République.

Mais ils tiennent à prouver leur courage, à frapper des ennemis, non des frères. Ils veulent, surtout, combattre des régiments disciplinés, nombreux, appuyés par une forte cavalerie, par une puissante artillerie. Ils ne veulent pas déshonorer leurs drapeaux par l'assassinat d'une faible République, sans armes et sans armée, forte seulement du patriotisme de ses citoyens.

Nos soldats ont compris l'honneur militaire mieux que leurs officiers. Ils veulent vaincre les colosses du Nord, les Moscovites impassibles devant la mitraille, les vaillants Prussiens et les féroces Croates; ils veulent chasser devant eux l'habile Radetzki, dont la vieille expérience militaire effraie les généraux d'Afrique; ils veulent punir Paskewitch du long martyre infligé à la Pologne.

Nos soldats ont voté pour les démocrates, mais à condition de renverser le lion érigé par les Anglais sur le champ de Waterloo, et de faire arborer à toutes les capitales la bannière de la République.

Frères de l'armée, vos frères prolétaires vous ont compris. Le temps n'est pas loin où vous serez libre de lutter contre les phalanges absolutistes, d'enlever à la baïonnette les redoutes de la féodalité, et d'enfoncer au galop les carrés du czar.

Le hurra des Cosaques a jadis retenti dans Paris.

Soldats, en votant pour nous, vous nous avez imposé le devoir de vous envoyer à Vienne ou à Moscou proclamer la République démocratique et sociale!

L'honneur de la France exige une revanche de Waterloo!  
(Le Peuple.)

Pour mieux comprendre l'urgence des réformes dans l'armée, on n'a qu'à jeter les yeux sur le relevé des appointements des officiers à grosses épaulettes. Nous avons établi nos calculs sur le dernier budget de la monarchie, sans tenir compte de quelques réductions insignifiantes qui ont été décrétées par l'Assemblée nationale.

#### MINISTÈRE DE LA GUERRE.

Le ministre de la guerre recevait un traitement scandaleux de... 80,000

— plus pour frais de représentation 20,000 } 100,000

En outre, des fonds secrets dont il n'avait pas à rendre compte; plus la jouissance d'un magnifique hôtel garni de tout ce que le luxe le plus raffiné peut demander en vaisselle plate, argenterie, linge, etc., etc.

Le sous-secrétaire d'Etat recevait un traitement de... 30,000

Venaient ensuite les gratte-papiers, directeurs, chefs de bureaux, agents-comptables, commis, sous-chefs, etc., etc... avec des appointements de 8,000, 6,000, 4,000, etc., etc... au nombre de 742, et se partageant la somme énorme de... 1,929,720

Nous ne faisons pas porter nos critiques sur les employés laborieux dont les traitements sont modérés, mais seulement sur les gros fonctionnaires.

Pour servir ces 712 individus, il faut 160 garçons de bureaux, c'est-à-dire un garçon par 4 commis, et la France dépense pour cet objet... 111,700

Pour chauffer ces gratte-papiers, les éclairer, leur fournir de l'encre, des plumes et du papier, il faut que le peuple paie... 243,150

Pour tenir ces personnages bien clos dans leurs bureaux, et entretenir les bâtiments qui les contiennent, il y a encore une petite dépense de... 74,000

Enfin, pour imprimer les élocubrations de ces braves gens, pour les frais de publications du journal militaire officiel, on ne peut dépenser moins de... 299,000

Total à payer pour les gratte-papiers du ministère de la guerre... 2,787,570

Passons aux états majors, composés en grande partie d'officiers d'anti-chambre, brillantes inutilités qui servent à parader dans les salons, et que le peuple a nommés dans son langage pittoresque les traîneurs de sabre.

Maréchaux de France, 7 à 50,000 f. par an. 210,000

Généraux de division, 72 recevant pour appointements. 1,347,090

Ils se partagent en outre une allocation spéciale aux inspecteurs généraux d'armes. 144,900  
plus, pour frais extraordinaires. 20,000  
plus, pour allocation extraordinaire pour l'officier général employé à Lyon. 6,780  
La moyenne des appointements pour un général de division est de 24 mille 509 fr. 50 c. !  
*Un élève de Saint-Cyr.*

### La revue de M. le Président.

Contrairement à l'usage, c'est seulement ce matin que les troupes ont reçu l'ordre de se rendre à la revue.

Un soldat en garnison dans un fort nous raconte qu'au moment du départ on a lu à son régiment un ordre du jour enjoignant à tous les militaires de ne pousser aucun cri ; que cependant, arrivé au Champ-de-Mars, on est revenu sur cet ordre en commandant de crier seulement : *Vive Napoléon ! ou Vive le président !* — Dans beaucoup de régiments on a ajouté de crier : *Vive la République !*

Lorsque le président passa devant le régiment du militaire qui nous fait ce récit, celui-ci cria de toutes ses forces : *Vive la République !* ce qui a fait retourner très vivement M. L. Bonaparte et sa suite, qui ont paru très contrariés. Le cri s'est propagé et a duré pendant tout le défilé.

Un rédacteur de la *Presse* nous raconte avoir vu, sous le pont d'Iéna, inscrire des hommes qu'on lui a dit embrigadés pour crier : *Vive Napoléon !* moyennant 25 c. par tête. La brigade était composée de 30 hommes. L'enthousiasme, sur ce point, coûtait donc 7 fr. 50 c.

Sur d'autres points, on nous assure avoir vu échanger des cartes contre de l'argent ; ailleurs, c'était chez le marchand de vin que se soldaient les vivats.

Les embrigadeurs ont dû être assez mécontents de leur dépense, et M. Louis Bonaparte de sa revue ; car les cris de *vive l'empereur !* étaient fort clairsemés. (Peuple)

Si de pareils cris étaient soldés par la police lyonnaise, ils seraient accueillis par des hués générales.

Le suffrage universel commence à briser les entraves dont la contre-révolution avait espéré le charger. Quelques actes d'éclatante justice, accomplis dans les élections dernières, promettent un rude avenir aux ennemis de la révolution.

A Paris, tous les membres du gouvernement provisoire qui ont trahi la République, abandonné la cause du Peuple, ont été impitoyablement repoussés par le Peuple.

D'abord, Lamartine. De celui-ci, les départements mêmes n'en veulent pas. Le cit. Lamartine doit, au reste, se féliciter avec nous que les électeurs suspendent enfin le cours de ses apostasies.

Le prudent et cauteleux Marrast a réussi, avec ses petites habiletés, à s'attirer un échec non moins exemplaire.

Marie a été également bien récompensé.

A François Arago, il n'a manqué que soixante mille voix pour réussir dans la Seine.

Enfin, l'inventeur de l'impôt des 45 centimes, le sauveur de la banque de M. d'Argout, le profond et intelligent Garnier-Pagès, ne pourra plus offrir aux banquiers ses combinaisons financières.

Dupont (de l'Eure) et Flocon n'ont pas même été épargnés !

Laissez passer la justice du Peuple ! Elle n'a pas encore fait toute son œuvre !  
(*Fraie République.*)

### La coalition étrangère de 1849.

Nous empruntons à la *Patrie*, journal royaliste, les détails suivants que lui envoie de Vienne une personne en position d'être bien informée, dit ce journal, et qui donne les détails les plus explicites sur la nouvelle coalition des trois puissances du nord, coalition qui, de l'aveu du correspondant, peut avoir, pour les destinées européennes, d'incalculables conséquences :

Par une convention, dont nous ne pouvons préciser exactement la date, il avait été entendu entre l'Autriche et la Russie que cette dernière coopérerait aux opérations de la Hongrie, par un renfort de 80,000 hommes. Les frais de la campagne devaient être réglés ultérieurement et remboursés à la Russie.

Les événements ayant changé, la guerre ayant pris tout-à-coup une tendance républicaine et sociale, une nouvelle convention est intervenue. Il a été décidé entre les deux puissances que les secours seraient plus considérables et portés à 150,000 hommes. La Russie se charge de tous les frais.

Voici quel sera le mouvement des troupes : 150,000 hommes vont opérer avec l'armée autrichienne ; de plus, 50,000 Russes tiendront garnison dans Vienne pour laisser complètement libres les forces autrichiennes.

Ces immenses préparatifs n'ont pas empêché les négociations de suivre leur cours. On a fait aux Hongrois des propositions d'arrangement. S'ils veulent être raisonnables, la paix peut encore se conclure, car le cabinet autrichien est disposé à faire de grandes concessions. Si les propositions sont rejetées, on commencera une guerre qui, disent les hommes compétents, sera une guerre d'extermination.

Outre les 150,000 hommes dont je viens de parler, on concentre encore des forces égales entre Wilna et Varsovie. Elles se composent, en grande partie, des régiments-frontières. Ce corps sera réuni dans un mois. Grodno est déjà encombré de soldats. Minski petite ville de 2,000 habitants, est remplie de cavaliers. On a entassé des soldats jusque dans l'ancien collège des jésuites. Les routes à travers les forêts étant encore mauvaises, on se sert du canal Oginski pour transporter vers la Galicie des approvisionnements et des munitions.

« Un corps de 100,000 hommes va être formé en Bessarabie. Il se composera, en partie, des troupes et des Cosaques qui ont fait la campagne du Caucase, pour pouvoir au besoin se porter sur Hermannstadt.

« Un autre corps de 100,000 hommes, dit corps de réserve, sera formé auprès de Nowogorod, dans le plus bref délai.

« Pour le moment, il n'entrera en Autriche que 150,000 hommes dont j'ai parlé plus haut. On assure qu'ils seront commandés en chef par Paskewitch.

« La garde impériale est en route pour Varsovie, où l'empereur doit arriver le 20 mai. Il est accompagné de M. de Nesselrode, de tous les généraux et d'une partie de la chancellerie de la guerre. On ne laisse à Saint-Petersbourg que quatre régiments de la garde et quatre régiments de troupes de ligne.

« L'empereur comble d'honneurs et de grades militaires les Polonais qui consentent à prendre du service, mais son entourage repère qu'il sera impitoyable pour la révolte. « Si Varsovie se soulève, disent les généraux russes, ce ne sera plus un bombardement, ce sera la destruction de la ville qu'on entreprendra. »

« Des agents étrangers venant, les uns disent d'Allemagne, les autres de France, sont parvenus à pénétrer en Pologne. Pendant quelque temps ils ont circulé librement, prêchant les idées démocratiques. Tout à-coup on les a perdus de vue. Ont-ils repris le chemin de la frontière ? ont-ils été enlevés par la police ? On ne sait.

« Le plus grand enthousiasme règne, dit-on, dans l'armée russe qui, depuis longtemps, demande la guerre.

« Le gouvernement prussien donne un assentiment complet aux conventions établies entre l'Autriche et la Russie. La meilleure preuve qu'on puisse donner de cette adhésion, c'est que les troupes du czar traverseront une grande partie du territoire prussien. On prétend même que, sous peu de jours, le roi de Prusse signera les conventions et prendra son rôle dans cette vaste coalition, qui peut avoir, pour les destinées européennes, d'incalculables conséquences. »

### ELECTIONS GÉNÉRALES.

(Résultats complets.)

#### BASSES-ALPES.

Blancs. — Hyp. Fortoul, Renouard, Jaffard, Roussel.

Rouges. — Le général Laidet, Melchior Ivan.

#### AISNE.

Blancs. — Lherbette, Bouchard, O. Barrot, Cambacérés, Debrottonne, Fouquier-d'Herouël, Paillet, de Craderize, Hébert, Godelle, de Lauriston, de Bussières.

#### LOT.

Blancs. — Lucien Murat, Saint-Priest, Cavaignac, Labrousse, Verninbae, Lafon.

#### SEINE-ET-OISE.

Blancs. — Changarnier, d'Albert de Luynes, Remilly, Barthélemy Saint-Hilaire, Flaudin, Lepoiteux d'Aulnay, Victor Pigeon, Darblay, Barre, Hérnoeux.

Plusieurs citoyens nous ont demandé quelles étaient les réformes que nous demandions et quelles sont les institutions républicaines dont le besoin se fait immédiatement sentir.

Nous n'avons pas de meilleure réponse à faire que de publier de nouveau le programme du *Republicain*

— Le suffrage universel et direct pour la députation et pour toutes les fonctions publiques où la raison en demandera l'application.

— La liberté illimitée de la presse et de toute manifestation de la pensée.

— La suppression du cautionnement des journaux ainsi que des droits de timbre et de poste sur tous les écrits publics.

— Le droit à l'existence reconnu et garanti par l'Etat, soit que, par sa sollicitude, il n'y ait pas une seule aptitude qui ne soit utilisée, soit que, dans le cas d'une inoccupation momentanée, il subviennne fraternellement aux besoins des travailleurs inoccupés.

— Consécration légale du droit au travail, et, comme conséquence, obligation pour l'Etat de favoriser les associations d'ouvriers au moyen de prêts, de commandes sérieuses, qui devront avoir pour résultat d'affranchir le travail de la mise usuraire du capital, et parant de couper court à la cause de la misère.

— Application complète du principe de centralisation en vue de la puissance et de la grandeur de la République.

— Concentration entre les mains de l'Etat de l'instruction publique, des moyens de transport et de locomotion, des assurances, et de toutes les entreprises d'utilité publique, telles que mines, usines à gaz, etc.

— Monopolisation du crédit par la réunion de la Banque de France au domaine national et la création de bons hypothécaires.

— Abaissement successif du taux du prêt jusqu'au chiffre strictement nécessaire pour couvrir les frais d'administration.

— Surveillance par l'Etat du commerce des céréales.

— Impôt progressif sur le revenu, les successions, les pensions et les salaires de tous les fonctionnaires et employés sans exception.

— Application de la loi de désérence aux terres laissées sans culture.

— Suppression de tous les impôts indirects qui pèsent sur tous les objets de première nécessité.

— Suppression de la patente.

— Inaliénabilité du domaine national.

— Destination du domaine national aux premiers travaux d'organisation agricole et industrielle par l'Etat.

— Suppression des offices avec indemnité.

— Simplification des formes judiciaires.

— Application du jury à tous les tribunaux.

— Gratuité complète de la justice, l'Etat salariant tous les fonctionnaires de l'ordre judiciaire, sans exception.

— Amovibilité des fonctionnaires de tout ordre.

— Responsabilité réelle de tous les fonctionnaires.

— Indivisibilité du pouvoir.

— Education générale et professionnelle donnée gratuitement par l'Etat et rendue obligatoire.

— Liberté religieuse illimitée.

— Suppression du traitement des ministres des divers cultes.

Nous ne nous dissimulons pas ce que ces réformes ont d'incomplet et combien elles sont loin de l'idéal dont le socialisme radical se propose la réalisation. Mais nous pensons que dans les conditions de mœurs et d'éducation où se trouve la société, ce serait déjà un grand pas dans le champ de l'avenir et une immense amélioration dans le sort de tous les citoyens et de toutes les classes de la société.

St-Etienne, 22 mai 1849.

Citoyen rédacteur du *Republicain*,

Comité électoral des travailleurs de la Loire.

Depuis huit jours :

Dénoncés par l'*Avenir Republicain*,

Injuriés par le *Président*,

Jugés par la *Sentinelles Populaire*,

Calomniés par ces renégats,

Condamnés par le Comité central,

Emprisonnés par le parquet,

Tout cela pour une affiche que personne n'a vue ! nous avons dédaigné de répondre, car nous avions bien autre chose à faire au moment où les royalistes se préparaient à renverser la Constitution.

Notre affiche inédite parle de cadavres et d'échafauds, voilà notre crime ! des CADAVRES ? Nous voudrions ne plus en parler, mais CEUX de nos frères, transportés sans jugement, PAVENT chaque jour les pontons !

L'ÉCHAFAUD ? nous en parlerons toujours avec orgueil, car nous l'avons ABOLI en Février !

Vous nous envoyez à la boucherie, messieurs du *Président*. Les BOUCHERS ? ce sont les écrivains qui, après juin, poussaient le cri de « MORT AUX VAINCUS ! » Les BOUCHERS ? ce sont les écrivains qui inventaient les balles empoisonnées et les mobiles sciés en deux afin de faire égorger les prisonniers !

Notre affiche ? nous la faisons imprimer à notre tour afin de la commenter, aussi en lui résistuant son véritable sans indignement travesti par les royalistes et les girondins.

En attendant, nous venons de porter plainte en diffamation contre les signataires de l'acte inséré le 17 mai dans les journaux de St-Etienne, article dans lequel on traite de faussaires la MAJORITÉ du Comité électoral des travailleurs.

### Les membres du Comité.

Cordier Adolphe, conseiller municipal à Montaud. — Ognier, passementier. — Reverchon Pierre, détenu de Doullens. — Fuchet jeune, directeur d'assurances. — Faget Etienne, passementier. — Valette, canonnier. — Gachet Etienne, bottier. — Meneu L.-A., rentier. — Verney, passementier. — Agnès Claude, canonnier. — J. Varinier, passementier. — Béal, canonnier. — Huot, coiffeur. — Faures, tailleur de pierre. — Maygre Adolphe dessinateur.

### Esprit de l'armée des Alpes.

A MES CONCITOYENS.

Extrait de la Constitution Française :

Art. 26. « Sont éligibles, sans condition de cens ni de domicile, « tous les Français âgés de vingt-cinq ans, et jouissant de leurs droits « civils et politiques. »

Extrait du *Moniteur*, séance du 16 février à l'Assemblée Nationale.

Le citoyen général Baraguay-d'Hilliers :

« De quel droit empêcheriez-vous les sous-officiers et soldats de se « présenter à l'Assemblée ? De quel droit enlèveriez-vous à 450,000 de « vos concitoyens le droit d'être représentants du Peuple ? Il n'y a pas « de doute pour les sous-officiers, ils peuvent être tous députés... Il « est admis, constaté, la Commission le reconnaît, que les officiers, « sous-officiers et soldats de l'armée peuvent être élus représentants « du Peuple. Voilà ce que je proclame, c'est l'avis de la Commission ; « il n'y a pas de difficulté. »

Après avoir entendu lire la Constitution devant le Peuple, les prêtres et l'armée assemblés, après avoir lu le *Moniteur*, seul journal de l'armée, me croyant parfaitement soutenu par la loi, et fort de mon droit, j'ai accepté la candidature à l'Assemblée Législative, annonçant hautement que si j'arrivais à cet honneur, je me montrerais le défenseur ardent des idées républicaines, et le soutien de toutes les réformes sociales. Mes amis m'ont donné leurs voix ; devais-je pour cela m'attendre à l'ordre ainsi conçu que M. le maréchal Bugeaud vient de faire contre moi :

« Par ordre de M. le maréchal, commandant en chef l'armée des « Alpes, en date du 18 mai 1849, il sera délégué immédiatement une « feuille de route au maréchal-des-logis Louis Baeker, pour se ren- « dre à Marseille, où ce sous-officier recevra des ordres ultérieurs du « général commandant la septième division militaire. Ce sous-officier « quittera Bourgoin, le 20 du courant, pour se rendre à la destina- « tion qui lui est assignée. »

Sans aucun motif, aucune raison avouée, me voir brusquement enlevé à mes amis, à mes camarades, à ma famille. Vous voudriez bien faire croire à quelque ténébreuse honte, mais on ne vous croira pas.

Pendant huit ans, on m'a reproché de faire de la propagande, aujourd'hui on me le reproche encore. C'est cependant toujours la même : mon crime est d'avoir cru à la République en face de ceux qui espèrent sa mort.

Eh bien, messieurs les puissants du moment, allez, allez toujours, vous aplânez notre chemin : On ne tue pas l'idée ; si vous parvenez à baillonner un individu, derrière lui il en surgit cent mille, tous plus forts, tous plus généreux. Vos mesures, marquées au coin de l'arbitraire, assurent l'avenir de la République.

Republicains démocrates, ne nous laissons pas abattre par les persécutions, nous vaincrons.

Vive la République !

Louis BAECER, maréchal-des-logis au 8me Hussard.

### Ce correspondance particulière du REPUBLICAIN.

Paris, 22 mai 1849.

Un vif intérêt s'attachait à la séance d'aujourd'hui, dans laquelle la politique anti-nationale du gouvernement de Bonaparte va de nouveau se trouver sur la sellette parlementaire, à la face de la France et de l'Europe. Continuerons-nous à jouer le rôle de soldats du pape, de gendarmes de la sainte-alliance, ou bien, fidèles à nos précédents, à nos plus chers intérêts, tendrons nous enfin une main aux Peuples qui se soulèvent de toutes parts contre leurs despotes ? Telle est la double question que le cit. Sarans jeune est venu développer à la tribune de l'Assemblée.

Les hommes qui nous gouvernent étaient écrasés sous la logique des faits entassés devant eux. Le ministre des affaires étrangères est venu balbutier quelques paroles sans suite.

Le citoyen Jolly est venu achever la déroute des hommes de l'Elysée, leurs orateurs n'osaient plus combattre. La droite était muette et courbait le front, quand tout-à-coup un auxiliaire est venu au secours du gouvernement.

Cet auxiliaire n'est autre que le général Cavaignac sur lequel, depuis longtemps, la démocratie ne fonde plus aucun espoir. Le héros des transportations et des conseils de guerre a demandé que l'ordre du jour proposé fût un *mezzo termine* entre l'adjonction énergique que le citoyen Jolly proposait de signifier au gouvernement et l'ordre du jour pur et simple. Le citoyen Jolly, dans le but louable d'arriver à un résultat pratique, a consenti à s'entendre avec le général Cavaignac pour la rédaction d'un nouvel ordre du jour.

L'heure avancée ne permet pas de donner le résultat de cette importante séance.

Le maréchal Bugeaud est, dit-on, arrivé à Paris ; la présence du héros de la rue Transnonain était ardemment désirée à l'Elysée-National.

### Bourse du 22 mai 1849.

La panique s'est enfin arrêtée, le public se rassure, les fonds publics regagnent près de 5 francs.

La Russie reconnaît la République française et nous envoie son ministre plénipotentiaire M. Kissleff.

Le 3 0/0, laissé hier à 77, ouvre au plus bas à 79, et monte insensiblement jusqu'à 81 75, cours de fermeture ; c'est une hausse de 4 75 sur hier.

La Banque de France commence à 2,000 et finit à 2,100 fr., avec 200 fr. d'amélioration sur la bourse précédente.

### Assemblée nationale.

Correspondance particulière du REPUBLICAIN.

Suite et fin de la séance du 19 mai.

Le cit. Henri Didier propose le renvoi au conseil d'état. Cette proposition est combattue par les citoyens Schœlcher et de Falloux qui réclament l'urgence.

Le président met aux voix le premier article ainsi conçu : « L'école d'administration, créée par le gouvernement provisoire du 8 mars 1848, a pour objet de fournir des agents aux divers services publics qui ne se recrutent pas au moyen d'écoles spéciales. »

La gauche demande le scrutin de division. Le scrutin n'ayant pas atteint le nombre voulu pour la validité est annulé.

Après des interpellations sans grand intérêt et des colloques animés sur la nécessité ou non de procéder à un autre scrutin, le président déclare que le nom des représentants qui s'abstiendront seront insérés au *Moniteur*.

Le scrutin recommence.

Nombre des votants	482
Majorité absolue	245
Pour	267
Contre	215

Le scrutin n'ayant pas obtenu la majorité voulue est de nouveau annulé. Le nom des absents sera inséré au *Moniteur*.

La séance est levée.

Séance du 22 mai. — PRÉSIDENCE DU CIT. MARRAST.

La séance est ouverte à deux heures et demie.

Les citoyens Grémieux et Schœlcher échaangent quelques explications au sujet de gratifications à accorder aux employés, huissiers et gens de service de l'Assemblée nationale.

LE CIT. MILLARD. Hier deux scrutins ont été faits coup sur coup. Le premier a constaté la présence de 301 votants, tandis que le second n'en a réuni que 367. Je demande qu'à l'avenir le vote n'ait pas lieu à la tribune, mais au pied de la tribune, et qu'il reste ouvert pendant la séance sans que la discussion soit interrompue. (Appuyé !)

Le citoyen Taschereau combat cette proposition. Il est impossible de suivre deux discussions à la fois.

Cette motion n'a pas de suite. Divers rapports sont déposés. Un projet de loi d'intérêt local est adopté.

Le citoyen Garon dépose un rapport sur les dépenses pour l'appropriation de la salle des séances de l'Assemblée. La discussion aura lieu demain.

L'ordre du jour appelle les interpellations sur les affaires d'Italie et sur les affaires de Hongrie.

LE CIT. SARRANS jeune. On m'a reproché hier un mot peu parlementaire. J'ai parlé d'un système, et mes paroles ne s'adressaient pas à des hommes. Je serai très bref.

Le 7 mai vous avez voté un ordre du jour invitant le gouvernement à rappeler à son but l'expédition à Civita-Vecchia.

En rendant ce vote, vous vouliez évidemment protéger la République romaine ; au lieu de cela, on a marché contre Rome, on l'a attaquée. Eh bien ! votre vote est du 7 mai, et le 12, le général Oudinot s'est de nouveau porté sur Rome. Nous ignorons ce qui est intervenu depuis, mais le fait est constant.

Depuis lors cependant les choses ont changé. La République romaine est attaquée à Bologne ; le général Winpffen a adressé aux Bolognais une proclamation dans laquelle il prévient les Bolognais que quatre grandes puissances attaquent simultanément la République romaine.

Ainsi la solidarité de la France est proclamée par le général autrichien ; le général autrichien parle au nom de la France quand il menace les Bolognais des plus cruelles vengeances.

Eh bien, en présence de ce fait, l'armée française, qui ne devait être que de 14,000 hommes, est aujourd'hui de 20,000. Pourquoi cette concentration de troupes si vous n'êtes pas les complices de l'Autriche et de la Russie.

Depuis trop longtemps on a parlé des projets d'invasion de la Russie. Je dis depuis trop longtemps, car on apporte une attention moins grande. On nous dit que des négociations sont engagées, mais pendant que les négociations traînent en longueur, la Russie agit, la Russie pousse les bataillons en Hongrie et menace audacieusement l'Occident de ses hordes qui doivent venir rétablir l'ordre.

Au mépris de tous les traités, les frontières hongroises ont été violées. Les troupes russes se sont rencontrées avec les troupes hongroises. Attendez-vous que le sort des batailles ait prononcé pour recourir à des négociations frappées d'impunité ?

L'orateur donne lecture de quelques passages du manifeste de l'empereur de Russie. (Voir la *Démocratie pacifique* d'hier.)

Ce manifeste, dit-il, est une audacieuse déclaration de guerre à la Révolution et à la démocratie.

Le roi de Prusse prend une attitude semblable ; il invoque la solidarité des autres puissances aristocratiques. La coalition des aristocraties contre la démocratie de l'Europe marche désormais à front découvert. elle vient, dit-elle, comprimer l'anarchie. Mais l'anarchie, pour elle, ce sont les trois-quarts de l'Europe. C'est en Allemagne, en Hongrie, en Italie, que la civilisation russe vient rétablir l'ordre.

La politique que nous proposons de suivre n'est pas nouvelle, c'est le système d'alliances traditionnelles de la France, c'est celui de Louis XIV comme celui de la République, comme celui de l'Empire. (Très bien !)

L'orateur rappelle ce que Napoléon disait au sénat au moment d'entreprendre la campagne de 1807. Il faudrait, disait l'empereur, des torrents de sang pour arracher plus tard la civilisation européenne des mains de la barbarie russe.

Le cit. Sarrans énumère les troupes envoyées par les Russes en Hongrie sous prétexte de défendre ses frontières. Cette armée s'élève à 315 mille hommes ! Ainsi il faudrait outre les troupes autrichiennes 315 mille hommes pour réduire la Hongrie ! C'est une thèse insoutenable. La Russie veut s'établir au cœur de l'Europe pour écraser de partout la démocratie.

Les événements marchent rapidement. Si dès aujourd'hui vous ne mettez le gouvernement dans l'obligation de vous faire connaître sa politique, si vous acceptez la solidarité de cette politique, vous mériteriez d'encourir les malédictions de tous les Peuples du monde. (Très bien ! très bien !)

LE CIT. DROUYN-LHUYÈS. La question d'Italie a été traitée longuement. L'Assemblée a prononcé, et un message a été envoyé porteur du compte-rendu de la séance, afin que la volonté de l'Assemblée soit exécutée.

Je ne rentrerai donc pas dans le débat.

La question de Hongrie a été aussi traitée à cette tribune. J'ai dit alors que le gouvernement avait adressé ses observations aux gouvernements de Berlin, de Vienne et de St-Petersbourg ; je n'ai rien à ajouter à ce que j'ai dit. (Bruyants murmures à gauche.)

Nous ne croyons pas que, dans ce moment, il y ait autre chose à faire. (Réclamations.) Si l'on pense qu'il y a autre chose à faire, que l'on en fasse l'objet d'une proposition spéciale. (Nouvelles réclamations.)

Le cit. Guichard rappelle les réclames successives du gouvernement dans les affaires d'Italie. On a promis d'abord l'indépendance de l'Italie, puis de restreindre à l'intégrité du Piémont. Eh bien ! depuis on a laissé les Autrichiens s'établir à Alexandrie ; on est allé aider les Autrichiens à conquérir la République romaine.

On nous parle sans cesse de l'ordre. L'ordre ce n'est pas la tranquillité nationale, c'est l'exécution des lois, l'exécution de la Constitution. (Très bien !) Eh bien ! l'art. 9 de la Constitution a été violé. Les décrets de l'Assemblée ont été violés. (Très bien !)

En 92, l'ordre n'était pas dans les rangs de ces officiers qui foulaient aux pieds les couleurs nationales dans une orgie à Versailles, mais chez le Peuple, qui défendait la démocratie et la République ! (Très bien ! très bien !)

Il y a deux partis, celui des amis de l'ordre, de la nationalité, de la République, et les amis du désordre, de la royauté, des aristocraties ! Les troupes que vous avez en Italie sont votre part de contingent à la sainte-alliance de l'absolutisme. (C'est cela ! c'est cela !)

LE CIT. JOLY. Je viens proposer un ordre du jour qui détermine nettement la politique de l'Assemblée.

L'orateur rappelle ce qui s'est passé dans l'expédition de Civita-Vecchia. Les journaux, ajoute-t-il, nous ont rapporté qu'une nouvelle attaque vient d'avoir lieu contre Rome de la part de la France avec des canons napolitains.

Le jour même de cette attaque paraissent deux proclamations, l'une du général autrichien devant Bologne, l'autre du commandant des forces espagnoles ; toutes deux annoncent que la France est entrée dans la coalition des puissances absolutistes.

Ainsi nous voilà débauchés officiellement devant l'Europe les alliés de l'Autriche au même titre que la Russie ! Et c'est en présence d'un manifeste contre la démocratie, aussi insolent que le manifeste de Brunswick. C'est cette situation, c'est cette politique que je prie l'Assemblée de désavouer dans l'ordre du jour que je vais lui soumettre.

Voici l'ordre du jour que je propose :

L'Assemblée nationale, considérant le manifeste de l'empereur de Russie et les traités intervenus entre l'Autriche, la Prusse et la Russie comme attentatoires aux principes du droit public proclamé par la Constitution de 1848 et consacré par son ordre du jour du 7 mai ;

Protestant contre une coalition qui menace la liberté de l'Europe, invite le gouvernement...

A gauche. — Enjoint.

LE CIT. JOLY. Enjoint au gouvernement de prendre immédiatement les mesures les plus énergiques pour sauvegarder les principes de nationalité à l'ordre du jour.

Voix nombreuses. — La reconnaissance de la République romaine !

LE CIT. CAVAIGNAC. Je voterai contre l'ordre du jour, j'ai besoin d'en expliquer les motifs pour qu'au dehors on interprète pas mal mes intentions.

J'ai voté contre le subsidie accordé pour aller à Rome. Je ne crois pas nécessaire que la France se rende solidaire de la République romaine. (Interruption.) Vous m'avez souvent interrompu, j'ai gardé toujours le silence, excepté dans une seule circonstance, il s'agissait de mon honneur, la lutte je ne la cherche pas, mais je ne la crains pas. Qu'on produise un autre ordre du jour qui écarte l'obligation de se rendre solidaire de la République romaine qu'on a eu tort d'attaquer, je m'y rallierai.

La séance continue.

## Chronique locale.

Le citoyen L. V. nous adresse ce qui suit :

Comme vous êtes toujours bien renseigné et que ce que j'ai à vous demander intéresse vivement les Lyonnais, voudriez-vous avoir l'obligeance de me répondre par la voie de votre journal s'il est vrai que l'*Avoué* doit nous quitter très prochainement ?

Si votre réponse était affirmative, je vous proposerais d'ouvrir une souscription pour offrir au dit *Avoué* un bâton d'honneur.

Nous ne pouvons mieux faire, je crois, que de donner à cet estimable... une preuve éclatante d'estime pour les services qu'il nous a rendus. — Mais comme nous sommes nombreux d'une part, et que de l'autre un bâton (même d'honneur), ne coûte pas beaucoup d'argent, je pense qu'il serait convenable que la souscription individuelle ne fût que d'un centime.

Si vous croyez que ma proposition mérite une solution, faites-le....

— Hier, le camp de Montessy a été levé. A midi, nos soldats regagnaient leurs casernes, chargés de tous leurs bagages de campagne. La grande émeute pour laquelle on les a fait bivouaquer pendant trois semaines, n'aura définitivement pas lieu. C'est dommage, les mesures de Bugeaud étaient cependant bien prises, et il eût été fort agréable d'en finir avec ces *gueux* de socialistes !

On dit quelquefois : « Ce qui est différé n'est pas perdu. » Nous croyons que le proverbe mentira cette fois ; les nœuds de la conspiration sont rompus à jamais.

Divers bruits circulent sur le voyage de Bugeaud. Le plus accrédité est celui qui attribue à Louis Bonaparte l'intention de lui confier le portefeuille de la guerre. Ce bruit nous paraît absurde. Bugeaud ministre, serait une provocation insensée que le pays accueillerait comme elle le mérite. Nous ne pensons pas même que, dans la situation nouvelle que crée l'élection du 13, il soit possible de conserver à la tête de l'armée des Alpes cet enfant perdu de la monarchie.

— Le *Paysan*, tel est le titre d'un nouveau journal fondé à Albert-Ville, ville centrale de la Savoie.

La parole est au paysan !

Il est temps, en effet, que celui qui produit, qui se bat et qui paie, mêle sa voix aux débats politiques dont sa vie et son argent sont l'enjeu.

Il est bien temps qu'ils nous révèle lui-même ses souffrances, ses tendances et ses besoins.

Et il est tout naturel, sans doute, lorsque la bourgeoisie ensevelie dans son égoïsme, perd jusqu'au sentiment de la nationalité, que l'homme du pays, le paysan, celui qui fait la richesse et la gloire du sol, parle au nom de la patrie et relève le drapeau national.

Le nouveau journal, ses rédacteurs nous l'apprennent, a principalement pour mission de démontrer que la Savoie est en tout point française.

Cette utile mission sera facile à remplir, car l'opinion dont le *Paysan* se fait le principal organe et que le *Republicain* a déjà eu occasion de défendre, est celle du pays tout entier.

Reçu avec aigreur par certains journaux de la presse réactionnaire, le *Paysan* sera accueilli avec la plus grande faveur par tous les organes de la presse démocratique.

La parole est au paysan !

## Nouvelles étrangères.

Italie.

NAPLES, 16. — On lit dans le *Conciliatore* :

« Nous savons qu'à la date du 10 mai, l'amiral Baudin a expédié de la rade de Gête un ordre à tous les capitaines de vaisseaux français qui stationnent dans la Méditerranée de rejoindre son escadre dans le plus bref délai, pour un motif qu'il n'indique pas, mais que l'on suppose être d'une grande importance. »

ROME, 14 mai. — L'attaque projetée par Oudinot devait avoir lieu le 13, mais elle est différée par l'ordre de M. Lesseps, envoyé de France, et chargé de porter à la ville de Rome un ultimatum. Il est à désirer que cet ultimatum puisse être accepté honorablement par les Romains ; dans le cas contraire, il n'est pas douteux que les hostilités recommencent.

BOLOGNE. — Après avoir résisté avec la plus grande vigueur à toutes les attaques qui ont été dirigées contre elles par une force de 15 mille hommes, Bologne, ne pouvant plus respirer sous le feu incessant d'un horrible bombardement, s'est vu forcé de capituler. Les conditions de cette capitulation sont assez honorables pour une ville qui pour la seconde fois sauve l'honneur de l'Italie et se place sur le même rang que Brescia, Venise et Rome.

VENISE. — Une lettre à la date du 11 rapporte que l'attaque dirigée par les Autrichiens contre Malghera continue avec une grande vigueur, mais toujours sans résultat et de plus avec des pertes considérables. On a calculé que depuis le jour où les travaux de siège ont commencé,

les pertes essuyées par les Autrichiens s'élèvent à plus de 500 hommes sans compter les officiers.

Esquisses.

Un des correspondants viennois de la *Gazette de Cologne* écrit à ce journal, sous la date du 14, que le général Bismarck surpris un corps russe fort de plus de 50,000 hommes et l'a désarmé ; qu'un grand nombre d'officiers russes se sont joints aux Hongrois, enfin, que ceux-ci se sont emparés de plus de 69 canons, de munitions nombreuses et d'une grande quantité de fourrages.

La nouvelle de cette défaite des Russes nous arrive de divers côtés. Suivant les uns, elle aurait eu lieu à Biala ; suivant les autres, à Jablunka.

Il est plus probable que c'est dans cette dernière localité que l'affaire aura eu lieu ; car, suivant des renseignements officiels, les Russes avaient ordre de se porter dans cette direction.

Les troupes russes, au dire de ceux qui les ont vues sur le chemin de fer, paraissent affaiblies et de fort pitoyable mine. Peu d'officiers savent l'allemand ; ils n'ont pas de bons chevaux, et, somme toute, il n'y a de vraiment remarquable que les attelages des canons. La cavalerie est généralement armée de lances.

On attendait, dans la journée du 13 mai, 15,000 de ces barbares à Vienne ; mais les Hongrois sont aussi attendus dans cette capitale, où ils sont certains d'être mieux accueillis que les Russes.

Le petit empereur, qui était allé à Presbourg passer en revue les débris de son armée, n'a pas été très édifié de la tenue de ses troupes. On ajoute qu'il a pleuré en voyant l'équipement misérable de quelques régiments.

A Pesth toujours le même enthousiasme. On y est sûr de résister aux Russes et aux Autrichiens. Les dames ont repris l'ancien costume Hongrois. Kossuth redouble d'activité ; sa sœur a été nommée, par le gouverneur, surveillante générale de tous les hôpitaux militaires. Elle a adressé une proclamation à toutes les dames pour les associer à cette tâche de charité.

Le bombardement de Pesth du côté de Buda et celui de Buda du côté de Blocksberg et Schwabesberg continuait encore le 12 à Pesth ; plusieurs maisons ont été détruites ou fortement endommagées. Buda avait moins souffert. Cependant le bruit court que cette ville a dû se rendre aux Hongrois. On va jusqu'à donner des détails sur la lutte qui se serait engagée sur ce point. On dit qu'une brèche aurait été ouverte en deux endroits, que les Hongrois auraient ensuite pris la forteresse d'assaut.

On lit dans le *Démocrate du Rhin* : « Le bruit se répand que les Prussiens se sont rendus maîtres de Francfort et l'Assemblée nationale a été dissoute. — Ces nouvelles ne se confirment pas. »

## FAITS DIVERS.

Nous recevons chaque jour des départements voisins des plaintes contre les scrutateurs du 13 mai.

En voici un exemple qui ne manquera pas d'intérêt :

A Miribel (Ain), lorsque l'urne électorale eût été transportée à la mairie, le cit. Larue, maire et maître de poste, affectait de ne pas fermer la porte de la salle où elle devait passer la nuit ; ce ne fut que sur l'injonction d'un citoyen, qui lui présenta le texte formel de la loi, qu'il se décida à s'y conformer.

Ce courageux citoyen prévint alors le maire que s'il insistait tant, c'est qu'on l'accusait dans le village d'avoir, aux élections dernières, mis dans l'urne plusieurs bulletins. Sur ce, le cit. Larue lui asséna sur la tête un coup de poing d'une telle violence qu'il le renversa à terre. Après s'être relevé, il eut assez d'empire sur lui pour ne pas riposter, à cause du caractère public de son assommeur ; mais il lui promit de lui apporter la preuve de ce qu'il avançait. Et, en effet, le lendemain, le cit. Larue fut obligé d'avouer le fait en présence du garde-champêtre et de plusieurs témoins. Le plaignant proposa alors au maire une réparation par les armes ; mais ce courageux citoyen, plus modéré à armes égales qu'en face d'un adversaire plus faible que lui, a trouvé plus prudent de refuser le duel et de faire des excuses à son adversaire.

Le Gérant, BUREAU.

Lyon. Impr. de Rodanet et comp., rue de l'Archevêché, 3.

## CABINET DE CONSULTATIONS GRATUITES

POUR LES DÉMOCRATES MALHEUREUX :

Hommes, Femmes, Filles, Veuves et Orphelins quelconque.

L'on se charge de suivre toutes leurs affaires civiles, commerciales et correctionnelles devant les tribunaux, les cours d'appels et d'assises de Lyon, de 7 à 9 heures, rue Grolée, n° 25, au premier.

## AVIS.

Le 15 mai, il a été perdu deux livrets d'ouvriers, un passeport et un certificat, du milieu de la rue Bellecordière au passage de ce nom.

On est prié de s'adresser au bureau du journal ou rue Noire, 1.

**LE MANDATAIRE**, Compagnie constituée pour le rachat des polices d'assurances sur la vie. — Le remboursement des titres de rente sur l'Etat. S'adresser à la Direction du département du Rhône, de 9 heures du matin à quatre heures du soir, rue Centrale, 14 au 2°.

A dater du 24 mai,

## L'HIRONDELLE,

DILIGENCE EN POSTE DE LYON A ANNECY, PAR SEYSSSEL ET FRANGY.

Départ tous les jours.

BUREAU à Lyon, chez M. GOSSET, port des Cordeliers, 56 ; à Annecy, chez M. MARIN SALOMON, Commissaire rue du Paquier.

## MALADIES SECRÈTES

PHARMACIE DU DR. QUET,

Rue de la Préfecture, 3, à Lyon.

Maison de confiance pour la bonne préparation des remèdes employés pour la guérison des maladies secrètes, dartres, gales, syphilis, etc.

Dépôt des capsules au BAUME DE COPAHU PUR, sans odeur ni saveur, contre les écoulements anciens ou récents.

INJECTION ASTRINGENTE d'un effet assuré dans les cas chroniques qui auraient résisté à tout autre remède.

SUSPENSIF ELASTIQUE indispensable à ceux qui montent à cheval ou qui font de longs exercices.